W. (n° 5)

c.

Eurocontrol

139^e session

Jugement n° 4963

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF,

Vu la cinquième requête dirigée contre l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol), formée par M^{me} A. W. le 4 octobre 2023, le mémoire en réponse d'Eurocontrol du 11 décembre 2023, la réplique de la requérante du 7 février 2024, la duplique d'Eurocontrol du 30 avril 2024, les écritures supplémentaires de la requérante du 25 juillet 2024, les observations d'Eurocontrol à leur sujet des 2 août et 16 septembre 2024, les secondes écritures supplémentaires de la requérante du 16 septembre 2024 et les observations finales d'Eurocontrol du 26 septembre 2024;

Vu les articles II, paragraphe 5, et VII du Statut du Tribunal;

Après avoir examiné le dossier, la procédure orale n'ayant été ni sollicitée par les parties ni ordonnée par le Tribunal;

Considérant que les faits de la cause peuvent être résumés comme suit:

La requérante – dont le poste a été supprimé – conteste la décision de l'assigner à un nouveau poste, tout en la rétrogradant de deux grades, celle de l'affecter de manière temporaire à un autre poste avec effet rétroactif et celle de rejeter sa candidature dans le cadre d'une procédure de concours.

La requérante est entrée au service de l'Agence Eurocontrol, Secrétariat de l'Organisation, au Siège à Bruxelles (Belgique) le 1^{er} juin 2003, au grade A7, grade qui fut renommé AD8 à compter du 1^{er} juillet

2010. Elle fut promue au grade AD9 le 1^{er} juillet 2011. Le 1^{er} juillet 2014, elle fut nommée responsable des Accords et des Affaires économiques, au grade AD10, dans la fourchette de grades AD5-AD12. En juillet 2016, son emploi type fut renommé «Administrateur» dans la fourchette de grades AD5-AD12, l'intéressée restant au grade AD10. Depuis le 20 avril 2018, la requérante est affectée auprès de la Direction «Service central des redevances de route, Finances et Services informatiques centralisés» (la Direction CFI, selon le sigle anglais), dans l'Unité Finances et achats (l'Unité CFI/AFS/FPR, selon le sigle anglais) au sein des Services financiers (CFI/AFS, selon le sigle anglais), unité qui fut renommée Unité Achats et accords (l'Unité CFI/AFS/PAR, selon le sigle anglais) à partir du 4 juillet 2019. Dans son service, elle était responsable d'une équipe de huit à dix personnes.

Les faits relatifs à la période précédant la présente affaire, qui ont donné lieu à d'autres requêtes formées par la requérante devant le Tribunal, sont exposés dans le jugement 4594, concernant une demande d'annulation d'un précédent concours auquel elle avait participé, ainsi que dans les jugements 4960, 4961 et 4962, également prononcés ce jour, au sujet, respectivement, de deux décisions de refus de promotion et de rejet de sa demande de reclassement de poste, d'une décision de rejet de sa plainte pour harcèlement moral et d'une décision de refus d'annulation du rapport d'évaluation de ses performances pour l'année 2019.

S'agissant de la présente affaire, dans le cadre d'une réorganisation partielle de la Direction CFI décidée le 1^{er} mars 2021 et finalisée le 1^{er} mai 2021 avec l'aide d'un cabinet de conseil externe, la requérante – qui était inquiète pour sa situation en raison de rumeurs annonçant la suppression de son poste – écrivit au Directeur général le 16 avril 2021 pour lui demander de faire en sorte que l'Agence ne la «punisse» * pas pour avoir déposé des recours dans le cadre d'autres affaires. Il lui fut répondu le 19 avril que la réorganisation d'une direction relevait de la responsabilité managériale de chaque directeur et que toute décision organisationnelle devait être prise en vue d'assurer un meilleur

* Traduction du greffe.

fonctionnement de l'Organisation, et non en fonction de situations individuelles.

Par une lettre du 28 avril 2021 intitulée «Réorganisation de l'Unité Achats et accords»*, le Directeur général, se référant à une réunion du 22 avril 2021 au cours de laquelle la réorganisation partielle de la Direction CFI avait été présentée à tous les membres du personnel de cette direction par son Directeur, M. H., exposa à la requérante tant les lacunes que présentait l'Unité CFI/AFS/PAR, y compris celles concernant le service qu'elle dirigeait, que les avantages qui devaient découler d'une suppression de cette unité dans sa structure de l'époque. Il informait l'intéressée du fait que cette réorganisation avait pour conséquence que de nombreuses tâches accomplies par son service allaient être supprimées ou fondamentalement modifiées, puis réparties entre plusieurs autres services. Il était également indiqué que le poste qu'elle occupait allait être supprimé et qu'elle allait faire l'objet d'une procédure de réaffectation telle que prévue par l'article 5 de l'annexe X au Statut administratif du personnel permanent de l'Agence Eurocontrol. Tous ces changements étaient justifiés par la circonstance que l'Unité CFI/AFS/PAR, au sein de laquelle elle travaillait, était supprimée en tant que telle et allait être remplacée par l'Unité «Achats» (l'Unité CFI/AFS/PROC, selon le sigle anglais), tandis que certaines tâches attribuées au service qu'elle dirigeait étaient transférées à l'Unité «Communication de l'Agence» (l'Unité CFI/AFS/Project Office, selon le sigle anglais).

Toujours le 28 avril 2021, au cours d'un entretien qui eut lieu sous la direction de la chef de l'Unité des Ressources humaines et services, M^{me} D., en présence de deux de ses subordonnés, la requérante se vit expliquer la procédure de réaffectation prévue par l'annexe X au Statut administratif du personnel. Elle fut également informée que des personnes en charge du recrutement s'adresseraient à elle la semaine suivante avec des propositions de postes vacants que l'Agence estimait être un bon choix pour elle compte tenu de ses compétences, et elle était invitée à faire part de ses souhaits en termes de réaffectation. Lors d'une autre

* Traduction du greffe.

réunion, qui eut lieu le 29 juillet 2021, à la suite de plusieurs échanges de courriels, M^{me} D. proposa à l'intéressée une mutation au poste vacant de «Spécialiste achats» de grade AD8 au sein de la Direction «Gestion du réseau» (NMD, selon le sigle anglais). Il lui fut également indiqué qu'une procédure de résiliation de son engagement serait engagée en cas de refus de sa part, toujours en application des dispositions de l'annexe X précitée. La décision de mutation fut prise par l'ancien Directeur général le 30 juillet 2021 avec effet au 1^{er} août. Le même jour, la requérante reçut une nouvelle décision du Directeur général, ne portant aucune date, de la réaffecter, de manière temporaire et avec effet rétroactif pour la période allant du 1^{er} mai au 31 juillet 2021, à un emploi au sein du Bureau du Directeur de la Direction CFI.

Entre-temps, un avis de mutation avait été publié concernant les vingt-huit membres du personnel affectés par la réorganisation décidée le 1^{er} mars 2021. Vingt-quatre d'entre eux s'étaient vu directement attribuer un nouveau poste avec maintien de leurs grade et échelon, tandis que quatre autres, dont la requérante et son chef d'unité, et par ailleurs superviseur direct, M. St., avaient été placés en disponibilité.

Le 15 juillet 2021, un avis de concours interne avait été publié, relatif à l'emploi de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques» dans la fourchette de grades AD9-AD13, emploi correspondant à un poste de chef d'unité ou équivalent et, en même temps, un jury de sélection avait été mis en place, en vertu de l'article 30 du Statut administratif du personnel et du Règlement d'application n° 2 relatif à la procédure d'affectation à un emploi conformément aux articles 7, 30 et 33 du Statut. La requérante fit acte de candidature le 27 juillet 2021.

En réponse à la décision de mutation prise le 30 juillet 2021, le vice-président du Syndicat représentatif de la Fédération de la fonction publique européenne écrivit à l'ancien Directeur général le 16 août suivant pour dénoncer, d'une part, le traitement, selon lui discriminatoire, subi par la requérante par rapport aux trois autres fonctionnaires également placés en disponibilité à la suite de la réorganisation opérée au sein de la Direction CFI, et qui, depuis lors, avaient retrouvé un poste correspondant à leurs grade et échelon, et, d'autre part, la rétrogradation

de l'intéressée, dont il estimait qu'elle s'apparentait à une sanction disciplinaire déguisée.

À la suite d'une réunion du jury de sélection portant sur le poste de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques» précité, au cours de laquelle il fut procédé à un premier examen des candidatures, la requérante ne fut pas retenue parmi les candidats sélectionnés pour un entretien et une évaluation ultérieure de leurs compétences et aptitudes. Elle en fut informée par un courriel du 3 septembre 2021 émanant du Service de Recrutement. Le 29 septembre 2021, elle sollicita des explications au sujet des raisons de son éviction, ce à quoi il lui fut répondu le 19 octobre 2021 qu'elle ne justifiait pas des dix années d'expérience requises en matière de gestion ou d'activités stratégiques.

Le 27 octobre 2021, la requérante introduisit une réclamation dirigée contre: a) la décision de l'ancien Directeur général du 30 juillet 2021 de la muter au poste de «Spécialiste achats» de grade AD8, échelon 5, au sein de la Direction NMD à compter du 1^{er} août 2021; b) la décision, non datée, du Directeur général de l'affecter, de manière temporaire et avec effet rétroactif, à un emploi au sein du Bureau du Directeur de la Direction CFI; et c) la décision du Service de Recrutement du 3 septembre 2021 de rejeter sa candidature au poste de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques» dans la fourchette de grades AD9-AD13.

Le 29 octobre 2021, la chef de l'Unité des Ressources humaines et services informa la requérante que sa réclamation avait été transmise à la Commission paritaire des litiges pour discussion lors d'une prochaine séance, mais qu'en raison de la pandémie de Covid-19, de problèmes imprévus d'effectifs et de la suspension de toutes les activités de recrutement au sein de l'Agence, il pourrait y avoir un «retard modéré» dans le traitement de celle-ci. Elle précisa que la transmission de sa réclamation à la Commission constituait une «décision touchant ladite réclamation» au sens du jugement 3889, prononcé le 28 juin 2017, ce qui interrompait le délai de soixante jours dans lequel elle pouvait former devant le Tribunal une requête qui serait dirigée contre un rejet implicite de sa réclamation. La requérante était, en conséquence,

informée qu'elle devait attendre la décision finale du Directeur général avant de saisir le Tribunal.

N'ayant pas eu de nouvelles au sujet de l'état d'avancement de l'examen de sa réclamation, la requérante forma la présente requête, le 4 octobre 2023, contre ce qu'elle considère être une décision implicite de rejet de sa réclamation.

La réclamation fut finalement examinée par la Commission paritaire des litiges lors de sa séance du 25 mai 2022. Celle-ci rendit son avis le 28 novembre 2022, recommandant de faire droit à une grande partie de la réclamation.

Par ailleurs, la requérante fut placée en congé de maladie à partir du 16 septembre 2021, puis mise en invalidité à compter du 1^{er} avril 2023, date depuis laquelle elle perçoit une allocation d'invalidité. Cette décision de mise en invalidité fait l'objet d'une sixième requête de l'intéressée, laquelle est toujours pendante devant le Tribunal.

La requérante demande au Tribunal d'annuler la décision de mutation du Directeur général du 30 juillet 2021, ainsi que celle de ce même Directeur général, reçue le même jour, de la réaffecter temporairement et avec effet rétroactif au sein du Bureau du Directeur de la Direction CFI et celle du Service de Recrutement du 3 septembre 2021 de rejeter sa candidature au poste de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques», et d'ordonner la reprise de la procédure de concours pour ce dernier poste «là où [elle] a été arrêté[e]» la concernant. Elle sollicite également une condamnation d'Eurocontrol à la rétablir dans son grade AD10, à lui attribuer un poste correspondant à ses grade et fonctions et à lui payer rétroactivement depuis le 1^{er} août 2021 la différence de traitement, accessoires et primes, entre le grade AD10 et le grade AD8, assorti d'intérêts au taux de 8 pour cent l'an. Enfin, elle réclame le versement de plusieurs indemnités – dont 200 000 euros au titre de la réparation du préjudice moral qu'elle estime avoir subi et 25 000 euros de dommages-intérêts punitifs – et l'octroi de dépens à hauteur de 5 000 euros pour le recours administratif et de 8 000 euros pour le recours contentieux.

En date du 30 août 2024, le Président du Tribunal s'est enquis auprès de l'Organisation de l'état d'avancement de la procédure d'examen de la réclamation introduite par la requérante le 27 octobre 2021. En réponse à cette demande, Eurocontrol a communiqué la décision du nouveau Directeur général du 11 juillet 2024 annulant la décision de mutation prise par son prédécesseur le 30 juillet 2021 et rejetant la réclamation pour le surplus. Il était également annoncé dans cette décision que le service compétent allait prochainement faire parvenir à l'intéressée une décision à cet effet «comprenant à la fois le recalcul de [son] salaire pour la période pendant laquelle [elle était] en activité (jusqu'au 31 mars 2023) et l'augmentation du montant de [son] allocation d'invalidité». En réponse à une nouvelle demande du Président du Tribunal en ce sens, Eurocontrol a produit un courrier de l'administration du 22 août 2024 reflétant le calcul de l'arriéré de traitement à la suite du rétablissement de la requérante dans le grade AD10, de même que la modification en conséquence de son allocation d'invalidité au même grade.

Dans ses écritures supplémentaires des 25 juillet et 16 septembre 2024, la requérante maintient l'ensemble des conclusions précédemment formulées et porte à 12 500 euros le montant des dépens qu'elle réclame au titre de la présente procédure.

Eurocontrol demande au Tribunal de rejeter la requête comme non fondée, de même que toutes les conclusions de la requérante.

CONSIDÈRE:

1. La requérante demande l'annulation de deux décisions de l'ancien Directeur général, l'une datée du 30 juillet 2021 et l'autre non datée mais communiquée le même jour. La première de ces décisions, par son article 1^{er}, affecte l'intéressée, à compter du 1^{er} août 2021, au poste de «Spécialiste achats» au sein de la Direction «Gestion du réseau» du Service de coordination du travail (NMD/BCS, selon le sigle anglais), tandis que, par son article 2, elle procède, en application de l'article 5 de l'annexe X au Statut administratif du personnel permanent de l'Agence Eurocontrol, à une reclassification de celle-ci dans son

nouveau poste tout en la rétrogradant du grade AD10 au grade AD8. La seconde de ces décisions tend à combler, de manière rétroactive, la période qui s'est écoulée entre la suppression, en date du 1^{er} mai 2021, du poste qui était antérieurement occupé par la requérante et la prise d'effet de l'affectation de celle-ci au sein de la Direction NMD/BCS, le 1^{er} août 2021.

Elle sollicite également l'annulation de la décision d'écarter sa candidature à un concours dont elle a été informée par un courriel du 3 septembre 2021 émanant du Service de Recrutement et demande qu'il soit ordonné à Eurocontrol de reprendre la procédure de concours «là où [elle] a[vait] été arrêté[e]» la concernant.

Sur la demande de jonction

2. La défenderesse sollicite la jonction des troisième, quatrième, cinquième et sixième requêtes de l'intéressée.

Le Tribunal rappelle sa jurisprudence selon laquelle, en principe, le critère déterminant pour joindre des requêtes est qu'elles soulèvent des questions de droit ou de fait identiques ou similaires, et il n'est pas suffisant qu'elles s'inscrivent dans la même série d'événements (voir le jugement 4753, au considérant 6).

En l'espèce, étant donné que les quatre requêtes visent à contester plusieurs décisions distinctes, que ces décisions ont fait l'objet de procédures internes différentes ayant donné ou devant donner lieu à des avis séparés de la Commission paritaire des litiges, et que, bien que les allégations de harcèlement reviennent dans toutes les affaires, chaque requête soulève des questions et des moyens spécifiques, le Tribunal considère qu'il convient de traiter les différentes affaires séparément et de prononcer des jugements distincts pour chacune d'elles.

La jonction des requêtes n'est donc pas ordonnée.

Sur la recevabilité de la requête dans son ensemble

3. Même si la défenderesse ne soulève aucune exception d'irrecevabilité concernant la requête dans son ensemble, le Tribunal estime néanmoins utile de préciser que la requête doit être considérée comme recevable pour les mêmes raisons que celles exposées dans les jugements 4820, au considérant 6, et 4819, au considérant 3, prononcés le 8 juillet 2024.

Le Tribunal relève qu'une décision définitive statuant sur la réclamation du 27 octobre 2021 a été prise par le nouveau Directeur général en date du 11 juillet 2024. Cette décision a été produite après qu'Eurocontrol eut déposé sa duplique, à la suite de quoi les parties ont eu l'occasion de s'exprimer à son sujet dans des écritures supplémentaires. Ainsi, conformément à la jurisprudence du Tribunal, il y a lieu de requalifier la présente requête, initialement formée contre une décision implicite, comme étant dirigée contre la décision du 11 juillet 2024, tel que semble le demander la requérante dans ses écritures supplémentaires du 25 juillet 2024 (voir notamment, pour des cas de figure similaires, les jugements 4820, au considérant 6, 4769, au considérant 3, 4768, au considérant 3, 4660, au considérant 6, 4065, au considérant 3, et 2786, au considérant 3).

Sur la décision du 30 juillet 2021 de procéder à une réaffectation de la requérante qui entraînait une rétrogradation de deux grades

4. Le Tribunal relève que, par sa décision du 11 juillet 2024, le nouveau Directeur général a annulé, dans son intégralité et avec effet rétroactif au 1^{er} août 2021, la décision de son prédécesseur du 30 juillet 2021 de réaffecter la requérante à un poste de la Direction NMD entraînant une rétrogradation de deux grades. Il s'ensuit que la présente requête a perdu son objet en tant qu'elle tend à l'annulation de la décision de réaffectation du 30 juillet 2021 prononcée en conséquence de la suppression du poste antérieurement occupé par l'intéressée.

La question de l'indemnisation du préjudice, tant matériel que moral, causé par la décision de réaffectation ainsi annulée par le nouveau Directeur général sera examinée aux considérants 20 et 21 ci-dessous.

Sur la décision de procéder à une réaffectation temporaire et rétroactive de la requérante à un autre poste

5. S'agissant de la décision, prise par l'ancien Directeur général à une date indéterminée mais communiquée à la requérante le 30 juillet 2021, de l'affecter, temporairement et avec effet rétroactif, à un emploi au sein du Bureau du Directeur de la Direction CFI pour la période allant du 1^{er} mai au 31 juillet 2021, l'intéressée fait valoir qu'il ne s'agirait que d'une décision «cosmétique» de nomination à un poste fictif, synonyme d'une «placardisation». On serait donc en présence d'une irrégularité destinée à couvrir une autre décision illégale, à savoir celle de supprimer le poste qu'elle occupait. Cette décision serait en tout état de cause illégale car «rétroactive, pas datée [et] jamais mise en application».

Le Tribunal observe toutefois que cette affectation, même sans attribution de fonctions effectives, avait pour but de placer temporairement la requérante dans une situation qui lui permettait de conserver son grade et son échelon durant la période s'étant écoulée entre la date effective de la suppression de son poste et celle de la prise de ses nouvelles fonctions auprès d'une autre direction. La circonstance que la décision en question, bien que signée par le Directeur général, ne soit pas datée ne constitue pas une irrégularité substantielle de nature à rendre cette décision illégale. Compte tenu par ailleurs de la circonstance que cette décision visait à couvrir une période déjà écoulée tout en maintenant la requérante dans la situation qui était la sienne sur le plan de son traitement et des autres avantages pécuniaires qui y étaient liés, la rétroactivité était inévitable, de même que la situation fictive qui était ainsi réservée à l'intéressée en raison de cette rétroactivité.

Dès lors que la requérante n'apporte aucune preuve concrète d'une quelconque illégalité de nature à conduire à l'annulation de la décision en question, la conclusion dirigée contre cette dernière ne peut qu'être rejetée.

Sur la décision du jury de sélection du 3 septembre 2021 de rejeter la candidature de la requérante dans le cadre d'un concours

6. S'agissant de la décision du jury de sélection de rejeter la candidature de la requérante dans le cadre du concours pour le poste de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques» au grade AD10 dans la fourchette de grades AD9-AD13, l'intéressée considère, dans un premier moyen, que cette décision, telle qu'elle lui a été notifiée par le Service de Recrutement, n'aurait pas été motivée, ce qui serait en contradiction avec l'article 25 du Statut administratif du personnel, lequel dispose que «[t]oute décision individuelle [faisant grief] prise en application du présent Statut doit être communiquée par écrit, sans délai, au fonctionnaire intéressé [et] doit être motivée».

Il ressort cependant du dossier que la requérante a été informée, par un courriel du 19 octobre 2021 émanant du Service de Recrutement, que sa candidature avait été rejetée par le jury de sélection en raison du fait qu'elle ne répondait pas à l'un des critères fixés dans l'avis de vacance, à savoir pouvoir justifier de dix années d'expérience en matière de gestion ou d'activités stratégiques. Il ressort également du dossier que l'intéressée a pu contester en temps opportun le bien-fondé de cette motivation dans la réclamation qu'elle a introduite le 27 octobre 2021, puis dans le cadre de la présente requête.

Si les dispositions de l'article 25 du Statut administratif du personnel n'ont certes pas été pleinement respectées en l'espèce du fait qu'il n'a pas été procédé, sans délai*, à la communication de la motivation du jury de sélection à la requérante, le Tribunal estime qu'il ne s'agit pas là d'un vice substantiel de nature à justifier l'annulation de la décision du 3 septembre 2021.

* Souligné par le Tribunal.

Le premier moyen doit donc être rejeté.

Toutefois, le caractère tardif de la communication de la motivation du jury de sélection a causé à la requérante un préjudice moral. La question de l'indemnisation de ce préjudice sera examinée au considérant 21 ci-dessous.

7. Dans un deuxième moyen, la requérante fait valoir que la décision de l'écartier du concours serait viciée en ce que l'on ne saurait pas qui l'a prise ni si son auteur aurait bien été habilité à la prendre.

Mais le Tribunal relève qu'Eurocontrol a produit, à l'appui de ses observations finales et à la demande du Président du Tribunal, le rapport du jury de sélection, établi à la suite de la réunion qu'il a tenue le 9 juin 2021 et dont il ressort que c'est bien ce jury qui a pris la décision en question.

Le Tribunal observe par ailleurs que l'alinéa 2 de l'article 15 du Règlement application n° 2 relatif à la procédure d'affectation à un emploi conformément aux articles 7, 30 et 33 du Statut administratif du personnel dispose que «[l]e jury apprécie les mérites des candidats par référence aux conditions fixées par l'avis de concours et procède à l'élimination des candidats qui ne répondent pas aux conditions fixées par l'avis de concours». Il s'ensuit que le jury était bien compétent pour prendre la décision de rejeter la candidature de la requérante du concours.

Le deuxième moyen n'est en conséquence pas fondé.

8. À l'appui d'un troisième moyen, qu'elle invoque dans ses écritures supplémentaires après avoir pu prendre connaissance du rapport du jury de sélection, la requérante fait valoir, en premier lieu, que ce rapport ne ferait nulle part mention de sa candidature.

Elle considère, en deuxième lieu, que la raison du rejet de sa candidature, qui lui a été communiquée par courriel du 19 octobre 2021, procède d'un «mensonge» puisqu'il y est fait état de ce que le jury aurait considéré qu'elle ne justifiait pas des dix années d'expérience requises en matière de gestion ou d'activités stratégiques. Or rien de tel ne figurerait dans le rapport du jury.

En troisième lieu, la requérante fait valoir que la motivation qui lui a été communiquée, et qui serait donc celle du jury de sélection, relèverait, en tout état de cause, d'une erreur d'appréciation de l'un des critères fixés par l'avis de concours, dès lors qu'elle posséderait bien une expérience de dix années en matière de gestion ou d'activités stratégiques depuis qu'elle est fonctionnaire de l'Agence, ce qui implique qu'un examen normal de sa candidature aurait dû être poursuivi de bonne foi et en toute objectivité. Il y aurait donc eu une application incorrecte des dispositions régissant la procédure de concours, de même qu'un détournement de pouvoir et de procédure, étant donné qu'elle considère avoir géré des équipes importantes au sein de l'Organisation depuis bien plus de dix ans (notamment en tant que responsable des Accords et des Affaires économiques), ainsi qu'avoir exercé des activités particulièrement stratégiques au profit de cette dernière (contrats, affaires économiques, fonds de pension). Sa candidature aurait, selon elle, été tout simplement écartée à titre de représailles et en raison du fait qu'elle était devenue «indésirable» pour le poste mis au concours.

9. Le Tribunal rappelle que, selon sa jurisprudence constante, la décision d'une organisation internationale de procéder à une nomination relève du pouvoir d'appréciation de son chef exécutif. Une telle décision ne peut, en conséquence, faire l'objet que d'un contrôle restreint et ne peut être annulée que si elle émane d'une autorité incompétente, repose sur une erreur de droit ou de fait, omet de tenir compte d'un fait essentiel, tire du dossier des conclusions manifestement erronées, viole une règle de forme ou de procédure ou est entachée de détournement de pouvoir (voir, notamment, les jugements 4552, au considérant 2, 3652, au considérant 7, et 3537, au considérant 10).

Cependant, toute personne qui s'est portée candidate à un poste qu'une organisation a décidé de pourvoir par voie de concours a le droit de voir sa candidature examinée dans le respect de la bonne foi et des principes fondamentaux assurant une concurrence loyale entre les candidats. Ce droit appartient à tout candidat, indépendamment de ses possibilités réelles d'obtenir le poste à pourvoir (voir, par exemple, les jugements 3652, au considérant 7, 3209, au considérant 11, et 2163, au

considérant 1). Il ressort également de la jurisprudence que toute organisation doit se conformer aux règles régissant la sélection des candidats et que, lorsque la procédure se révèle viciée, le Tribunal peut annuler toute nomination qui en a résulté, étant entendu que l'organisation devra tenir le candidat retenu indemne de tout préjudice pouvant résulter de l'annulation d'une nomination qu'il a acceptée de bonne foi (voir les jugements 3652, au considérant 7, et 3130, aux considérants 10 et 11).

10. L'article 30 du Statut administratif du personnel dispose, en son paragraphe 2, que «[l]a procédure d'examen des candidatures à la nomination à un emploi [...] est définie dans un Règlement d'application du Directeur général», tandis que, aux termes de son paragraphe 3, «[p]our chaque concours, un jury est nommé par le Directeur général. Le jury établit la liste d'aptitude des candidats. Le Directeur général choisit sur cette liste le ou les candidats qu'il nomme aux emplois vacants. Ces candidats ont accès aux informations adéquates quant aux vacances appropriées publiées par l'Agence.»

En application de ces dispositions, il est précisé ce qui suit aux alinéas 2 à 5 de l'article 15 du Règlement d'application n° 2:

«Le jury apprécie les mérites des candidats par référence aux conditions fixées par l'avis de concours et procède à l'élimination des candidats qui ne répondent pas aux conditions fixées par l'avis de concours.

Le jury choisit les candidats qui seront invités à participer aux étapes ultérieures de la procédure de sélection, à savoir aux épreuves et évaluations.

Au terme de ses travaux, le jury établit la liste d'aptitude des candidats, accompagnée d'un rapport motivé sur chacun d'eux faisant référence à leurs diplômes, titres et mérites. Les candidats aptes y sont classés sur une seule liste [...] Les candidats aptes y apparaissent par ordre de mérite et sans distinction de nationalité. À mérite égal, les candidats sont classés "ex aequo".

Le jury adresse cette liste au Directeur général, accompagnée d'un rapport motivé du jury comportant les observations éventuelles de ses membres.»

11. En l'espèce, il ressort du rapport du jury de sélection que vingt et une candidatures ont été déposées dans le cadre du concours, dont quatre internes et dix-sept externes, et que les membres du jury ont considéré que seuls six candidats répondaient aux critères fixés dans l'avis de concours en ce qui concernait la rubrique «qualifications, expérience et compétences requises»*. Aucun des autres candidats, y compris la requérante, ne satisfaisait, selon le jury, à ces critères. Ces autres candidats n'ont donc pas été retenus pour la suite de la procédure. La seule justification qui ressort à cet égard du rapport est que ceux-ci ne répondaient pas aux exigences énoncées dans l'avis de concours sous la rubrique susmentionnée.

12. Le Tribunal relève tout d'abord que, contrairement à ce que soutient la requérante, il était bien fait état de sa candidature dans le rapport du jury de sélection. Son nom figure en effet, avec la mention «non qualifiée»*, dans la liste des candidats annexée à ce rapport.

Il est indiscutable que l'un des critères fixés dans l'avis de concours était d'être à même de se prévaloir «d'un minimum de 14 ans d'expérience professionnelle pertinente dont 10 ans en [matière de] gestion ou [d']activités stratégiques»*. Même si la motivation qui figure dans le rapport du jury de sélection se réfère à l'ensemble des critères repris dans la rubrique «qualifications, expérience et compétences requises» de l'avis de concours, le Tribunal estime qu'il est raisonnable de considérer que c'est bien à ce critère que le jury a entendu se référer lorsqu'il a décidé d'écarter la candidature de la requérante.

Or cette dernière, renvoyant sur ce point à sa candidature et à son *curriculum vitae*, prétend qu'elle pouvait, au contraire, se prévaloir, d'une telle expérience de dix années en se fondant tant sur sa carrière au sein d'Eurocontrol que sur sa carrière professionnelle antérieure.

Le Tribunal relève que la motivation de la décision contestée est incontestablement succincte, étant observé que, si la requérante se prévaut de la motivation en sens contraire figurant dans l'avis de la Commission paritaire des litiges, cette motivation, aux termes de

* Traduction du greffe.

laquelle «la [requérante] avait le grade et l'expérience requi[s] pour postuler», n'était pas davantage explicite.

Mais, au regard du sens commun des termes utilisés dans l'avis de concours, de même que de la candidature déposée par la requérante, le Tribunal estime que le jury de sélection, en considérant que la requérante ne remplissait pas l'exigence selon laquelle tout candidat au concours devait avoir «10 ans d'expérience en [matière de] gestion ou [d']activités stratégiques», n'a pas commis une erreur manifeste d'appréciation. À cet égard, le Tribunal observe notamment que, tant dans sa lettre de candidature du 27 juillet 2021 que dans le *curriculum vitae* qu'elle y a joint, l'intéressée a fait valoir qu'elle avait été responsable de l'équipe chargée des Accords et des Affaires économiques de mars 2014 à avril 2021, ce qui ne répond pas aux dix années requises dans l'avis de concours en matière de «gestion». De même, les autres expériences professionnelles dont s'est prévalu la requérante, soit depuis son engagement au sein de l'Organisation soit précédemment à celui-ci, ne lui permettent pas, même combinées avec son expérience de responsable de l'équipe susmentionnée, de satisfaire au critère relatif aux dix années d'expérience en matière de gestion ou d'activités stratégiques.

Il résulte des considérations qui précèdent, d'une part, que la candidature de la requérante, contrairement à ce qu'elle prétend, a bien été examinée par le jury de sélection et, d'autre part, que la motivation du rejet de sa candidature, qui lui a été communiquée par un courriel du Service de Recrutement du 19 octobre 2021, ne procédait pas d'un «mensonge».

Enfin, rien dans le dossier ne permet au Tribunal de considérer, ainsi que l'affirme par ailleurs la requérante, que la véritable raison du rejet de sa candidature résiderait dans la volonté de la rétrograder et de l'évincer de la Direction CFI.

Le troisième moyen doit, en conséquence, être écarté.

13. À l'appui d'un quatrième moyen, tiré d'un manque de transparence dans la procédure de concours, la requérante invoque, en premier lieu, un certain nombre d'irrégularités formelles qui auraient eu

pour effet de vicier cette procédure. En deuxième lieu, nonobstant sa demande expresse en ce sens, le rapport du jury de sélection ne lui aurait pas été communiqué, ce qui la mettrait dans l'impossibilité de vérifier si l'examen de sa candidature aurait bien eu lieu en toute objectivité. En troisième lieu, et à nouveau malgré une demande de sa part en ce sens, la composition du jury ne lui aurait pas non plus été communiquée, ce qui l'aurait empêchée de s'assurer que cette composition ne posait pas un éventuel problème de partialité la concernant. En quatrième lieu, le résultat du concours n'aurait pas été communiqué à la requérante ni publié sur l'intranet de l'Organisation.

S'agissant de ce dernier grief, le Tribunal observe que l'Organisation fait valoir que «les résultats du concours sont connus et ont fait l'objet d'une communication au personnel sur le réseau intranet de l'Agence à l'époque». Même si la défenderesse n'apporte pas la preuve formelle de cette double affirmation, le Tribunal n'a pas de raison de douter du bien-fondé de celle-ci et souligne qu'en tout état de cause la circonstance que les résultats du concours n'auraient pas été publiés, ni communiqués à la requérante, est sans incidence sur la légalité de la décision contestée.

En ce qui concerne les trois autres griefs, l'Organisation se retranche derrière le dernier alinéa de l'article 15 du Règlement d'application n° 2 précité, en vertu duquel «[l]es travaux du jury sont secrets».

Le Tribunal rappelle tout d'abord que la décision d'écartier la candidature de la requérante dès le stade initial a bien été prise par le jury de sélection.

Le Tribunal considère ensuite que la circonstance que les travaux d'un jury de sélection soient secrets n'empêche pas que tout fonctionnaire qui s'est porté candidat à un concours puisse prendre connaissance, lorsqu'il le demande, tant des extraits du rapport du jury qui le concernent personnellement que de la composition de celui-ci.

Mais il note à cet égard, d'une part, que, dans sa décision finale du 11 juillet 2024, le nouveau Directeur général a précisé que, «dans un esprit de bonne foi et de bonne administration», il allait charger les services compétents de fournir à la requérante «un retour d'information concernant [sa] candidature» et lui faire parvenir «une explication plus

détaillée sur les raisons pour lesquelles [sa] candidature n'a[vait] pas été retenue» et, d'autre part, que le rapport du jury de sélection déposé par Eurocontrol à la demande du Président du Tribunal a permis d'assurer la transparence en la matière, de porter à la connaissance de l'intéressée la composition du jury et de permettre à celle-ci de s'assurer de l'objectivité de la procédure suivie.

Le Tribunal conclut de ce qui précède que, nonobstant le fait que certaines des obligations qui incombent à l'Organisation en vertu de la jurisprudence du Tribunal en la matière n'ont pas été respectées en temps utile (comparer, notamment, avec le jugement 4594, au considérant 9), les différentes irrégularités relevées ci-dessus ont été réparées en cours de procédure devant lui et ne peuvent, en tout état de cause, pas être considérées comme étant à ce point substantielles qu'elles seraient de nature à entacher d'illégalité la décision ayant rejeté la candidature de la requérante.

L'Organisation ayant toutefois manqué à certains de ses devoirs au cours de la procédure de concours et du traitement du recours interne introduit en la matière, la requérante est en droit de se voir octroyer des dommages-intérêts pour le tort moral subi en raison de ces irrégularités. La question de l'indemnisation du préjudice moral ainsi causé sera examinée au considérant 21 ci-dessous.

14. Dans un cinquième moyen, la requérante fait valoir que ce serait à tort que sa candidature a été rejetée sans même qu'elle ait été convoquée par le jury de sélection afin d'être entendue à ce sujet.

Mais le Tribunal observe que l'obligation de procéder à une telle audition ne ressort ni des dispositions applicables ni de sa jurisprudence en la matière.

Ce moyen doit en conséquence être écarté.

15. La requérante soulève un sixième moyen, tiré de ce qu'il y aurait eu une situation de conflit d'intérêts par rapport à deux des trois membres du jury. En effet, la présidente, M^{me} M., membre de la Direction des Ressources humaines, avait été désignée en tant que présumée harceuse dans la plainte pour harcèlement que la requérante

avait déposée le 21 octobre 2019, tandis que le Directeur de la Direction CFI, M. H., aurait été cité dans cette même plainte en tant que témoin, voire comme potentiel co-auteur du harcèlement.

Le Tribunal rappelle sa jurisprudence constante selon laquelle une allégation de conflit d'intérêts doit être étayée et fondée sur des faits spécifiques, et non sur de simples soupçons ou hypothèses, et c'est au fonctionnaire qui en invoque l'existence qu'il incombe d'apporter la preuve d'un tel conflit (voir, par exemple, les jugements 4891, au considérant 11, 4617, au considérant 9, et 4616, au considérant 6). En l'espèce, le Tribunal considère que la requérante est restée concrètement en défaut d'apporter une telle preuve.

De même, le Tribunal n'aperçoit pas en quoi la constatation que fait la requérante, d'une part, qu'elle aurait été la seule candidate interne à voir sa candidature écartée dès le premier stade de la procédure de concours et, d'autre part, qu'elle serait, parmi les candidats internes, la seule femme à avoir vu sa candidature rejetée, à l'opposé de celles de ses trois collègues masculins, établirait en soi une volonté des membres du jury de sélection d'écarter sa candidature de manière délibérée.

Ce sixième moyen doit donc également être rejeté.

16. Il résulte de l'ensemble des considérations qui précèdent que la requête doit être rejetée en ce qu'elle tend à l'annulation de la décision du jury de sélection d'écarter la candidature de la requérante au poste de chef de l'Unité «Facturation, relations clients et économiques». Il en est de même de sa conclusion relative à la reprise de la procédure de concours pour ce dernier poste «là où [elle] a[vait] été arrêté[e]» la concernant.

Sur la question du harcèlement

17. La requérante soutient que la décision du 30 juillet 2021 de la muter au poste de «Spécialiste achats» de grade AD8, échelon 5, au sein de la Direction NMD à compter du 1^{er} août 2021 s'inscrirait dans un contexte de faits de harcèlement moral dont elle serait victime depuis 2019, qui a donné lieu à une plainte qu'elle a introduite le 21 octobre

2019 et qui a fait l'objet d'une décision de rejet du Directeur général le 11 juillet 2024, après l'introduction d'une réclamation en date du 16 mai 2020.

Mais, à la suite de la troisième requête formée à ce sujet par la requérante, le Tribunal a, par son jugement 4961 précité, annulé la décision du Directeur général du 11 juillet 2024 confirmant le rejet de la plainte pour harcèlement, tout en décidant de ne pas renvoyer l'affaire à l'Organisation et d'accorder des dommages-intérêts pour tort moral à l'intéressée en raison de différentes irrégularités procédurales commises tant dans le cadre de l'examen du bien-fondé de la plainte que dans celui de la procédure de recours interne. Dans ce même jugement, le Tribunal a également estimé qu'il n'y avait pas lieu de se prononcer sur le sort qui aurait dû être réservé à des allégations de harcèlement portant sur des faits postérieurs à la décision initiale du 19 mars 2020 de rejet de la plainte pour harcèlement, car cela dépassait l'objet de la troisième requête de la requérante.

Le Tribunal ne voit pas de raison de statuer autrement en l'espèce et la question du harcèlement moral ne sera donc pas examinée dans le cadre du présent jugement.

Sur le surplus de la requête

18. La requérante demande que le Tribunal condamne la défenderesse à la rétablir dans son grade AD10 d'origine et à lui attribuer un poste correspondant à ses «grade et fonctions».

Le Tribunal relève toutefois que la première de ces demandes a déjà été satisfaite en vertu de la décision du nouveau Directeur général du 11 juillet 2024.

S'agissant de la seconde demande, le Tribunal considère que, dans la mesure où il ressort du dossier que la requérante est placée en invalidité depuis le 1^{er} avril 2023, il n'y a pas lieu, en l'état, d'ordonner à l'Organisation de lui attribuer un poste correspondant à son grade et à ses compétences.

19. Au titre de la réparation du préjudice matériel subi en raison de la décision de rétrogradation illégale, la requérante demande que l'Organisation soit condamnée à lui payer «la différence de traitement, et tous accessoires et primes, entre le grade AD10 et AD8 rétroactivement depuis le 1^{er} août 2021, le tout assorti des intérêts au taux de 8 [pour cent] par an». Dans ses secondes écritures supplémentaires, elle demande également la prise en compte d'une réforme qui est intervenue fin 2022 et qui a eu pour effet de faire progresser automatiquement son ancien grade de AD10 à AD11 à la date du 1^{er} novembre 2022.

Le Tribunal observe toutefois qu'il convient de tenir compte du fait que, comme il vient d'être dit, la requérante a été placée en invalidité à compter du 1^{er} avril 2023, avec cette conséquence que, à partir de cette date, son traitement a été remplacé par une allocation d'invalidité. Comme déjà indiqué dans l'exposé des faits ci-dessus, cette décision de placer l'intéressée en invalidité fait l'objet de sa sixième requête, laquelle est pendante devant le Tribunal.

En revanche, le Tribunal constate que la progression de grade de la requérante de AD10 à AD11 à compter du 1^{er} novembre 2022 a été admise par Eurocontrol dans un courrier adressé à l'intéressée le 22 août 2024.

20. Le préjudice matériel dont se prévaut la requérante n'étant pas contestable dans son principe, il y a lieu, pour le Tribunal, de condamner l'Organisation:

- d'une part, à verser à l'intéressée une somme équivalant à la différence entre les traitements, indemnités et autres avantages accessoires y relatifs, en ce compris les cotisations qui auraient été versées au titre de l'acquisition de ses droits à pension, dont elle aurait bénéficié au grade AD10, puis au grade AD11 à compter du 1^{er} novembre 2022, entre le 1^{er} août 2021 et le 1^{er} avril 2023, et les traitements, indemnités et autres avantages accessoires y relatifs, qu'elle a perçus durant cette même période au grade AD8;

- d'autre part, à lui verser, depuis le 1^{er} avril 2023, une somme équivalant à la différence entre les allocations d'invalidité qu'elle aurait dû percevoir sur la base du grade AD11 et celles qu'elle a perçues, calculées sur la base du grade AD8.

Toutes les sommes en cause porteront intérêt au taux de 5 pour cent l'an à compter de leurs dates d'échéance jusqu'à la date de leur paiement.

Comme en conviennent les parties, il sera déduit du montant ainsi dû la somme de 78 694,15 euros déjà versée à la requérante par Eurocontrol.

21. La requérante réclame également une indemnité de 200 000 euros au titre de la réparation de l'ensemble du préjudice moral que les décisions contestées lui auraient occasionné.

S'agissant de l'existence du préjudice moral, évoqué au considérant 4 ci-dessus, subi du fait de la décision du 30 juillet 2021 de réaffecter la requérante tout en la rétrogradant de deux grades, le Tribunal considère que, eu égard à la nature de cette décision, celui-ci ne fait aucun doute.

Le Tribunal considère qu'il sera fait une juste réparation de ce préjudice en allouant à la requérante une indemnité de 30 000 euros.

S'agissant du préjudice moral, identifié au considérant 12 ci-dessus, subi du fait de manquements par l'Organisation à certains de ses devoirs au cours de la procédure de concours et du traitement du recours interne, le Tribunal estime qu'il sera fait une juste réparation de ce préjudice en allouant à la requérante une indemnité de 5 000 euros.

22. La requérante se plaint en outre du délai anormalement long d'examen de sa réclamation.

En l'espèce, le Tribunal constate qu'il s'est écoulé un délai de près de deux ans et neuf mois entre l'introduction de la réclamation le 27 octobre 2021 et la décision finale du nouveau Directeur général du 11 juillet 2024.

Un tel délai est manifestement excessif et a été de nature à occasionner à la requérante un préjudice moral, dont il sera fait une juste réparation en lui allouant une somme de 5 000 euros.

23. La requérante demande qu'Eurocontrol soit condamnée au versement de dommages-intérêts punitifs en raison de la mauvaise foi caractérisée et de la malveillance qui auraient prévalu à son égard tout au long des procédures suivies, tant sur le plan administratif que devant le Tribunal. Elle évalue ces dommages-intérêts à 25 000 euros.

Mais une jurisprudence constante du Tribunal rappelle que la condamnation d'une organisation au versement de tels dommages-intérêts punitifs ne peut être justifiée que dans des circonstances exceptionnelles (voir, par exemple, les jugements 4819, au considérant 22, 4640, au considérant 15, 4493, au considérant 11, et 4484, au considérant 9). Or, malgré la désinvolture et le mépris regrettable de l'Organisation envers son obligation de traiter adéquatement et diligemment la réclamation de l'intéressée, le Tribunal considère que de telles circonstances ne se rencontrent pas en l'espèce. Il n'y a donc pas lieu de faire droit à cette conclusion.

24. La requérante considère que l'attitude qui a été adoptée par l'Organisation tout au long de la procédure l'a contrainte à devoir engager des frais inutiles pour la défense de ses intérêts, notamment dans le cadre de son recours interne resté très longuement sans suite. Elle sollicite en conséquence l'octroi de la somme de 5 000 euros au titre des dépens encourus pour le recours administratif.

Mais il résulte de la jurisprudence du Tribunal que les dépens relatifs aux procédures de recours interne au sein des organisations internationales ne peuvent, sauf disposition expresse en sens contraire, être octroyés que dans des circonstances exceptionnelles (voir, par exemple, les jugements 4819, au considérant 23, et 4217, au considérant 12). Or de telles circonstances exceptionnelles ne sont pas établies dans la présente affaire.

25. La requérante obtenant largement gain de cause, il lui sera attribué une somme de 10 000 euros au titre de la procédure devant le Tribunal.

Par ces motifs,

DÉCIDE:

1. Il n'y a pas lieu de statuer sur la requête en tant qu'elle tend à l'annulation de la décision du Directeur général du 30 juillet 2021 de procéder à une réaffectation de la requérante entraînant une rétrogradation de deux grades.
2. Eurocontrol versera à la requérante des dommages-intérêts pour tort matériel selon les modalités fixées au considérant 20 ci-dessus.
3. L'Organisation versera à l'intéressée une indemnité pour tort moral d'un montant global de 40 000 euros.
4. Elle lui versera également la somme de 10 000 euros à titre de dépens pour la procédure devant le Tribunal.
5. Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Ainsi jugé, le 14 novembre 2024, par M. Patrick Frydman, Président du Tribunal, M. Jacques Jaumotte, Juge, et M. Clément Gascon, Juge, lesquels ont apposé leur signature au bas des présentes, ainsi que nous, Mirka Dreger, Greffière.

Prononcé le 6 février 2025 sous forme d'enregistrement vidéo diffusé sur le site Internet du Tribunal.

PATRICK FRYDMAN

JACQUES JAUMOTTE

CLÉMENT GASCON

MIRKA DREGER